



Rapport sur le Compte Administratif

Exercice 2023

Budget Principal du C.C.A.S. de Rouen

Retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées au cours d'une année, le compte administratif permet de constater la réalité des opérations budgétaires effectuées au cours de l'exercice comptable passé.

Le compte administratif est donc une photographie de la situation financière du budget du CCAS au 31 décembre de l'année écoulée, qui reprend toutes les recettes et dépenses réalisées au cours de cette année, y compris celles engagées mais non mandatées (ou titrées), qui constituent les « restes à réaliser ».

Il permet ainsi de dégager un solde d'exécution pour chacune des deux sections budgétaires. Ces résultats d'exécution sont repris au cours de l'année suivante lors d'une étape budgétaire. Le CCAS de la Ville de Rouen effectue cette reprise de manière anticipée, dès l'élaboration de son budget primitif de l'exercice N+1.

1- Le résultat de l'exercice 2023

Le résultat net de l'exercice est obtenu par addition des éléments suivants :

- Le résultat dégagé sur la section de fonctionnement, qui s'obtient par soustraction des dépenses mandatées en 2023 du total des recettes émises sur la section de fonctionnement pour le même exercice. Ce résultat est complété du résultat antérieur reporté.
- Le résultat de la section d'investissement, obtenu par soustraction des dépenses d'investissement mandatées en 2023, complétées – le cas échéant – du déficit d'investissement reporté de l'exercice précédent aux recettes propres d'investissement de l'exercice, complétées – le cas échéant – de l'excédent d'investissement reporté de l'exercice précédent.

1.1 Le résultat de la section de fonctionnement

SECTION DE FONCTIONNEMENT (en €)	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles de fonctionnement	6 407 811.57
Recettes réelles de fonctionnement	6 403 465.98
SOUS TOTAL	-4 345.59
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	158 748.99
Recettes d'ordre de fonctionnement	5 662.00
SOUS TOTAL	-153 086.99
Résultat de l'exercice 2023	-157 432.58
Résultat antérieur reporté 2022	787 457.90
Résultat de clôture de la section de fonctionnement 2023	630 025.32

Le résultat de la gestion de l'exercice 2023 de la section de fonctionnement est de -157 432,58 €, en évolution de +288 054,53 € par rapport à l'exercice 2022 (pour mémoire : déficit de -445 487,11 €).

Compte tenu du résultat antérieur reporté de 787 457,90 €, le résultat de clôture de la section de fonctionnement pour 2023 s'établit à 630 025,32 €.

Il a fait l'objet d'une reprise anticipée dès le budget primitif 2024 en recettes de fonctionnement.

1.2 Le résultat de la section d'investissement

SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)	
MOUVEMENTS REELS	
Dépenses réelles d'investissement	244 966.31
Recettes réelles d'investissement	9 200.63
SOUS TOTAL	-235 765.68
MOUVEMENTS D'ORDRE	
Dépenses d'ordre d'investissement	5 662.00
Recettes d'ordre d'investissement	158 748.99
SOUS TOTAL	153 086.99
Résultat de l'exercice 2023	-82 678.69
Résultat antérieur reporté 2022	175 678.02
Affectation en investissement d'une partie de l'excédent de fonctionnement	0.00
Résultat de clôture de la section d'investissement 2023	92 999.33

Le résultat de la gestion de l'exercice 2023 de la section d'investissement s'élève à -82 678,69 €, en réduction de 32 847,64 € par rapport à l'exercice 2022 (pour mémoire déficit de -115 526,33 €).

En intégrant le résultat antérieur reporté de 175 678,02 €, le résultat de clôture de la section d'investissement s'établit à 92 999,33 € pour 2023.

Il a, lui aussi, fait l'objet d'une reprise anticipée dès le budget primitif 2024 en recettes d'investissement.

2- Analyse de la section de fonctionnement

6,4 M€ de recettes ont été titrées en 2023, en augmentation de 228,7 K€ soit +3,70%, par rapport au montant exécuté en 2022 (pour mémoire : 6,18 M€).

Les dépenses (réelles et ordre) de cette section ont été mandatées à hauteur de 6,57 M€ en 2023, en diminution de -59,4 K€ soit -0,90%, par rapport au montant exécuté en 2022 (pour mémoire : 6,63 M€).

FONCTIONNEMENT	Total voté 2022	CA 2022	Total voté 2023	CA 2023	Taux de réalisation*	% évolution 2022/2023
total recettes réelles	7 315 168,90	6 169 140,09	7 075 217,90	6 403 465,98	90,51 %	3,80 %
total recettes d'ordre	11 324,00	11 324,00	17 624,00	5 662,00	32,12 %	-50,00 %
TOTAL RECETTES FCT	7 316 273,90	6 180 464,09	7 092 841,90	6 409 127,98	101,65 %*	3,70 %
total dépenses réelles	7 161 376,90	6 397 815,93	6 931 737,90	6 407 811,57	92,44 %	0,16 %
total dépenses d'ordre	154 747,00	228 135,27	161 104,00	158 748,99	98,54 %	-30,41 %
TOTAL DEPENSES FCT	7 316 273,90	6 625 951,20	7 092 841,90	6 566 560,56	92,58 %	-0,90 %

*hors résultat de fonctionnement reporté

2.1– Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement s'établissent à 6 403 465,98 €, en hausse de 234 325,89 €, soit +3,80 % par rapport à 2022.

Les recettes d'ordre de fonctionnement sont en diminution entre les deux exercices, en raison de l'amortissement total de l'une des subventions d'investissement reçues.

Le tableau ci-dessous reprend pour les exercices 2022 et 2023 l'ensemble des chapitres budgétaires votés et exécutés en recettes de fonctionnement :

Chapitres budgétaires	Total Voté 2022	CA 2022	Total voté 2023	CA 2023	Taux d'exécution	Evol.% 2022/2023
002 - Résultat de fonctionnement reporté	1 210 771.90		787 457.90	chapitre sans exécution budgétaire		
013 - Atténuations de charges	182 960.00	201 277.52	260 201.00	263 038.92	101.09%	30.68%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	351 108.00	361 902.74	130 033.00	122 568.63	94.26%	-66.13%
74 - Dotations et participations	5 452 910.00	5 466 339.21	5 873 786.00	5 988 324.30	101.95%	9.55%
75 - Autres produits de gestion courante	105 500.00	64 563.38	23 740.00	29 534.13	124.41%	-54.26%
77 - Produits exceptionnels	1 700.00	75 057.24	0.00	0.00	0.00%	-100.00%
TOTAL RECETTES RELLES	7 304 949.90	6 169 140.09	7 075 217.90	6 403 465.98	101.84%	3.80%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 324.00	11 324.00	17 624.00	5 662.00	32.13%	-50.00%
TOTAL RECETTES D'ORDRE	11 324.00	11 324.00	17 624.00	5 662.00	32.13%	-50.00%
TOTAL RECETTES	7 316 273.90	6 180 464.09	7 092 841.90	6 409 127.98	101.65%	3.70%

Hors prévision relative au résultat de fonctionnement reporté, qui ne donne pas lieu à réalisation, le taux de réalisation des recettes de fonctionnement 2023 s'établit à 101,65%. Pour mémoire, il était de 101,23% en 2022.

Chapitre 002 – Résultat de fonctionnement reporté

Le résultat de fonctionnement reporté est uniquement une inscription budgétaire sans exécution. Il était de 787 457,90 € en 2023 contre 1 210 771,90 € en 2022.

Chapitre 013 – Atténuations de charges

S'établissant à 263 K€ pour l'année 2023, ce chapitre budgétaire est principalement constitué :

- Des remboursements sur rémunérations de l'assurance statutaire souscrite pour le personnel,
- De la part salariale des tickets restaurants achetés pour le personnel,
- De refacturations de dépenses de personnels à des tiers dans le cadre de conventions de mise à disposition.

La progression de 61,7 K€ (soit +30,68 %) s'explique par le transfert des recettes liées à la part salariale des tickets restaurants sur ce chapitre de recettes, auparavant titrées au chapitre 74.

Les remboursements de l'assurance statutaire et de la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie), effectués au titre des absences du personnel, s'élèvent à 85,8 K€ tandis que les refacturations de personnels mis à disposition représentent 115,2 K€ pour 2 ETP.

Chapitre 70 – Produits des services

Comptabilisés pour un montant global de 122 568,63 € pour l'exercice 2023 (en diminution de - 239,3 K€ soit -66,13 %), les produits des services étaient principalement constitués, avant fermeture du service à la fin du 1^{er} trimestre 2023, des recettes du service Téléalarme et de refacturations internes entre le budget principal et les budgets annexes du CCAS.

Les recettes de Téléalarme diminuent de 151 K€ en 2022 à 35,6K€ sur le 1^{er} trimestre 2023, soit -115,4K€.

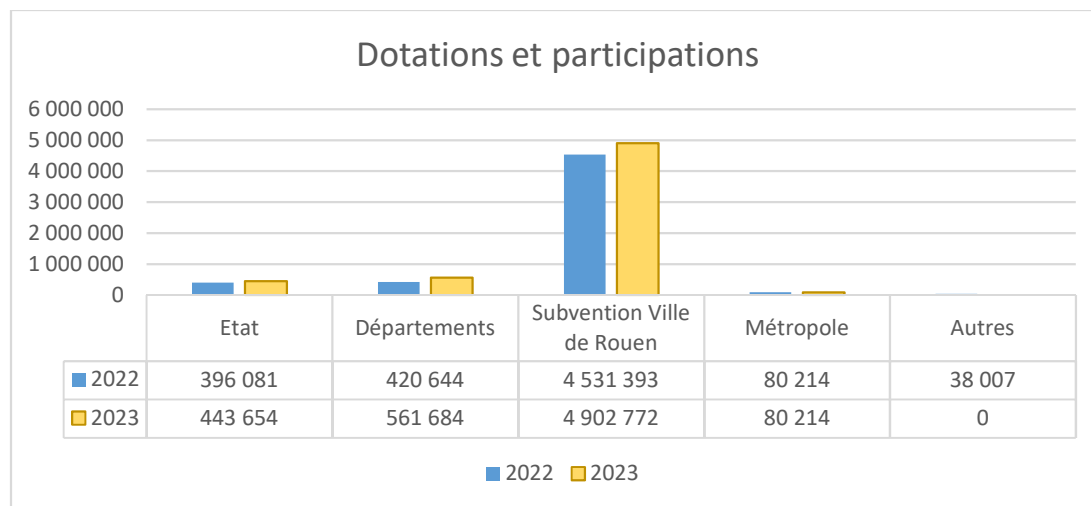
La refacturation des charges de fonctionnement de la Maison des Aînés aux budgets annexes (35,3 K€) et de la quote-part du loyer du bâtiment des 4 cantons à la Régie des Quartiers (32,1 K€) sont globalement stables.

Un remboursement de Chèques Services ou Chèques Accompagnement Personnalisé (CAP) non utilisés au titre de 2022 est constaté pour 5 K€, au lieu de 12,8K€ en 2022 soit -7,8 K€.

Chapitre 74 – Dotations et participations

Par rapport à 2022, les dotations et participations sont en nette augmentation de +9,55% (soit +521 985,09 €), et se réalisent à hauteur de 5 988 324,30€. Le taux d'exécution de ce chapitre budgétaire est de 101,95%.

- La subvention versée par la Ville est en augmentation significative et atteint 4,9 M€ en 2023 contre 4,5M€ en 2022 soit une évolution de 371,4K€ ou +8,2%. La dotation de la ville représente 79.5 % des recettes réelles du CCAS, en évolution de +6,05% (part de 73,45% des recettes réelles de fonctionnement en 2022).
- Les dotations du Département (incluant le FSE) sont en évolution de +33,5 % et représentent 9 % des recettes réelles. Elles financent principalement le dispositif RSA et l'Atelier. Cette évolution englobe le recouvrement de soldes dus au titre du FSE pour plusieurs exercices antérieurs.
- Les dotations de l'Etat représentent 7,2 % des recettes réelles et financent les dispositifs du PRE (Programme de Réussite Educative), de la Chaloupe, de l'Atelier et certaines actions événementielles par l'intermédiaire de la DRAC. En 2023 une dotation de l'Etat d'un montant de 37,5 K€ au profit de la Domiciliation est à noter. Les participations de l'Etat augmentent de 12% par rapport à 2022.
- Le financement de la Métropole au titre du PRE (Programme de Réussite Educative) représente 1,3 % des dotations. Elle est stable entre 2022 et 2023 à hauteur de 80 K€.



Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante

Cette catégorie de recettes regroupe des produits divers qui résultent de la gestion : revenus ou redevances diverses, avoirs, remboursements...

S'établissant à 29 534,13 € au titre de l'année 2023, les produits de gestion courante enregistrent une baisse de -35 K€ entre 2022 et 2023.

Celle-ci s'explique principalement par les modifications apportées au paramétrage de l'outil informatique Sonate, utilisé pour la facturation des résidences autonomie (-29,9K€) : ce logiciel faisait transiter jusqu'à mi-2023 la facturation des résidents non prélevés automatiquement par le budget principal à travers une opération équilibrée en dépenses et en recettes. Cet effet comptable n'impactera plus le budget principal du CCAS à partir de l'exercice 2024.

Chapitre 77 – Produits exceptionnels

La réalisation sur ce chapitre en 2022 s'expliquait par la vente de la parcelle située côte Ste Catherine à la Métropole. Aucune réalisation n'est constatée en 2023.

2.2 – Les dépenses de fonctionnement

Un montant de 6 566 560,56 € de dépenses de fonctionnement a été mandaté en 2023, en diminution de -0,90 % (soit -59 390,64 €) par rapport à 2022 (pour mémoire : 6 625 951,20 €).

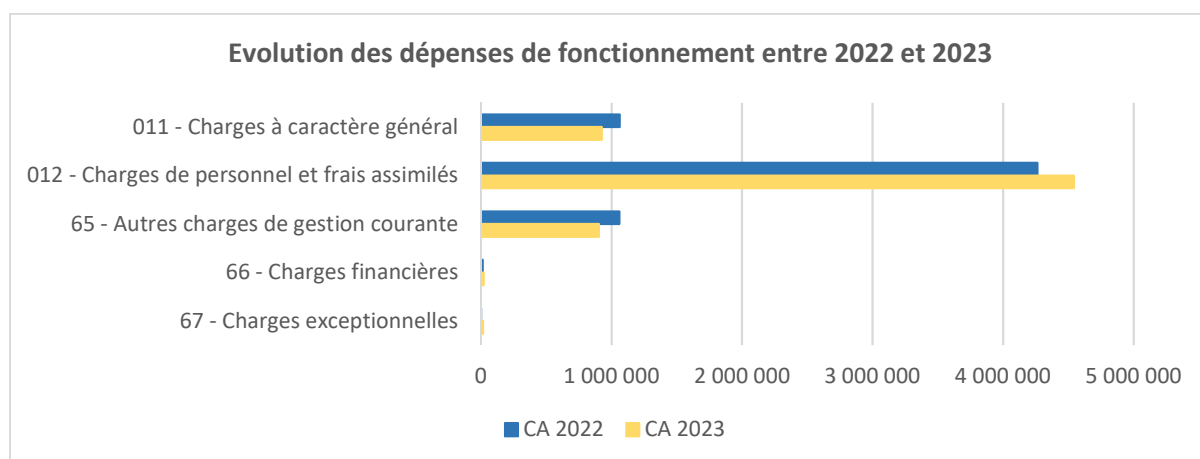
Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à 6 407 811,57 €, en augmentation de 9 995,64€, soit +0,16 % par rapport à 2022.

Les dépenses d'ordre de fonctionnement sont en baisse entre les deux exercices : -69 386,28 €, soit -30,41 %.

Le tableau ci-dessous reprend pour les exercices 2022 et 2023 l'ensemble des chapitres budgétaires votés et exécutés en dépenses de fonctionnement.

Chapitres budgétaires	Total Voté 2022	CA 2022	Total voté 2023	CA 2023	Taux d'exécution	Evol.% 2022/2023
011 - Charges à caractère général	1 408 585.00	1 061 814.53	1 099 965.65	925 556.36	84.14%	-12.83%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 444 340.90	4 262 405.51	4 601 506.79	4 542 497.60	98.72%	6.57%
65 - Autres charges de gestion courante	1 289 111.00	1 059 178.85	1 185 749.35	903 841.72	76.23%	-14.67%
66 - Charges financières	18 412.00	14 118.10	20 543.00	20 238.52	98.52%	43.35%
67 - Charges exceptionnelles	928	298.94	23 973.11	15 677.37	65.40%	5144.32%
TOTAL DEPENSES REELLES	7 161 376.90	6 397 815.93	6 931 737.90	6 407 811.57	92.44%	0.16%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	154 897.00	228 135.27	161 104.00	158 748.99	98.54%	-30.41%
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	154 897.00	228 135.27	161 104.00	158 748.99	98.54%	-30.41%
TOTAL DEPENSES	7 316 273.90	6 625 951.20	7 092 841.90	6 566 560.56	92.58%	-0.90%

Les dépenses réelles se composent des charges de personnel pour 71%, des charges à caractère général (achat de matières et fournitures, prestations de services diverses) pour 14 %, des autres charges de gestion courante pour la même proportion, et dans une moindre mesure de charges financières et de charges exceptionnelles pour moins de 1 %.



Chapitre 011 - Charges à caractère général

Les charges à caractère général regroupent les achats de matières et fournitures, diverses prestations de service, les frais de maintenance, divers honoraires et autres frais de fonctionnement.

Ces charges s'élèvent à 925 556,36 € en 2023, en baisse de -12,83% (soit -136 258,17 €) par rapport à 2022 (pour mémoire : 1 061 814,53 €).

En 2023, cette baisse est possible principalement grâce à deux facteurs :

- L'arrêt de la commande de prestations de téléalarme suite à la fermeture du service à la fin du 1^{er} trimestre 2023. La sous-traitance de prestations de service est en diminution de -99,3K€.
- La refacturation des loyers et charges du bâtiment des 4 cantons : -33K€. Un effet comptable de la refacturation interne du service Administration Générale vers l'Atelier en 2022 avait augmenté artificiellement ce poste de dépenses.

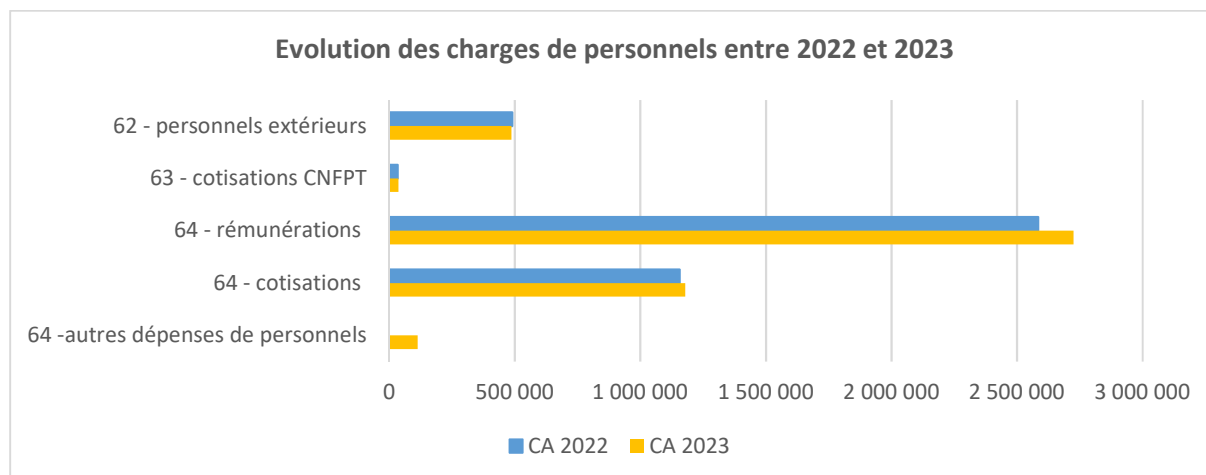
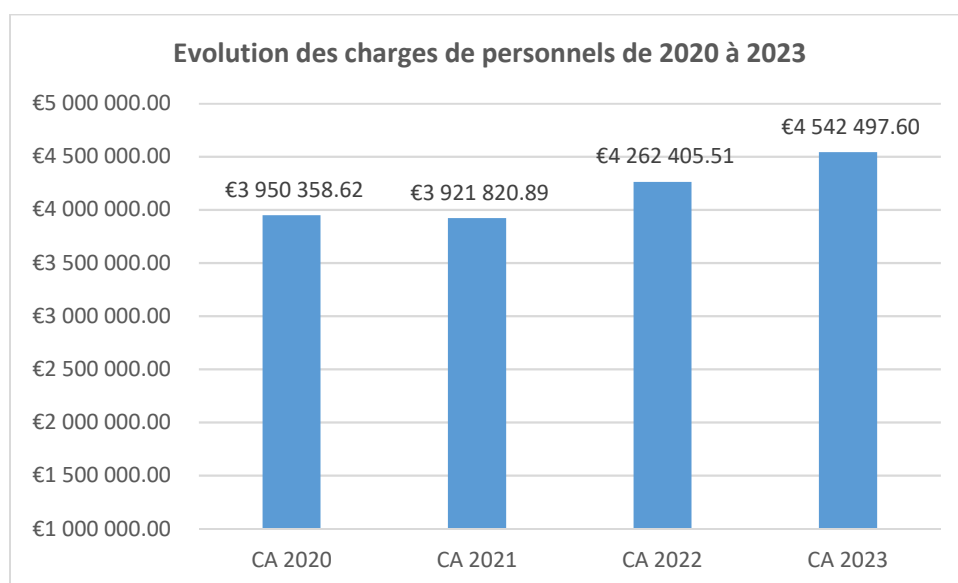
D'autres enveloppes diminuent en 2023 : les honoraires versés dans le cadre de manifestations sociales et culturelles (-14,4K€), les autres prestations diverses (-1,5K€) et les assurances et frais de documentation (-0,2K€).

En revanche, les charges suivantes présentent une augmentation :

- Les énergies (eau, gaz, électricité) : +12,1 K€ soit +13%. Cette évolution est à mettre en lien avec l'inflation.
- Les achats de fournitures évoluent de +2K€ soit +8%, notamment en raison du coût des carburants.
- La maintenance et l'entretien : +4K€. C'est l'entretien de la flotte de véhicules du CCAS qui explique principalement cette augmentation.
- Les transports, missions, réceptions : +15,5K€. La prise en charge de congés bonifiés, pour les agents originaires de l'outre-mer (+8K€) et l'augmentation du budget réceptions (+5,7K€) expliquent cette évolution.
- Les télécommunications +4,2K€.
- Les frais de nettoyage des locaux +11K€ : nettoyage des locaux de la Chaloupe en année pleine.
- Les impôts et taxes restent globalement stables +0.1K€.

Chapitre 012 – Les charges de personnel

Principale composante des dépenses réelles de fonctionnement, les charges de personnel s'établissent à 4 542 497,60 € au titre de l'exercice 2023, en hausse de 6,57 % (soit +280 092,09 €) par rapport à 2022.



Après l'augmentation des charges de personnels en 2022 qui s'expliquait en grande partie par la refacturation des effectifs mutualisés Ville-CCAS inscrits dans la convention de prestations de services (300K€ correspondant à 5 ETP pour la fonction RH et à 2 ETP pour la fonction finances), l'augmentation des dépenses de personnel s'explique en 2023 par :

- L'augmentation de 3,5 % du point d'indice à compter du 1^{er} juillet 2022, qui s'applique en année pleine en 2023.
- L'augmentation de 1,5% du point d'indice à compter du 1^{er} juillet 2023.
- La mesure spécifique pour les agents ayant les rémunérations les plus basses, avec une attribution pouvant aller jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires.
- Le versement de la prime pouvoir d'achat allant jusqu'à 800€ bruts par agent selon la rémunération (coût d'environ 32,7 K€ pour le budget principal du CCAS).

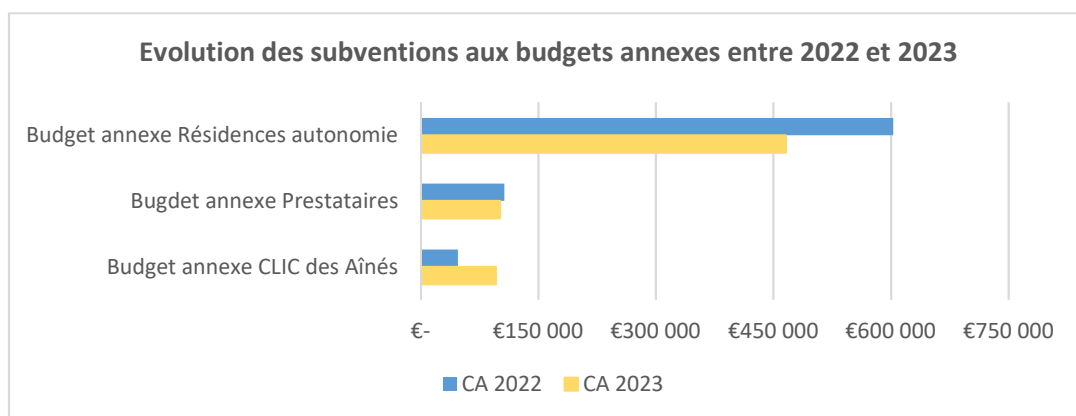
De plus, le transfert de l'achat des tickets restaurants du chapitre 011 vers le chapitre 012 occasionne une réalisation supplémentaire sur ce dernier chapitre de 98 K€. Hors effet de transfert, les charges de personnels augmentent de +4.27% soit +182 079,59€.

Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante

S'établissant à 903 841,72 € pour l'exercice 2023, en diminution de -14,67% soit -155 337,13 €, les autres charges de gestion courante regroupent les dépenses suivantes :

- Les secours et aides aux plus démunis pour 168,6 K€ ;
- Les subventions aux budgets annexes pour 662,6 K€ ;
- Les autres subventions pour 44,5 K€ (au Comité des Œuvres Sociales de la Ville de 36,4 K€ et à l'association Garantie Logement de 8,1 K€) ;
- Des créances éteintes ou admises en non-valeurs pour 12,7K€ ;
- Diverses autres charges pour 15,4 K€.

La diminution de 155,3 K€ enregistrée entre 2022 et 2023 s'explique d'abord par la baisse des subventions d'équilibre déléguées aux budgets annexes pour -94,5 K€, qui se répartit comme suit :



Comme présenté dans les rapports spécifiques à ces budgets annexes, la diminution des subventions d'équilibre versées par le budget principal à ses budgets annexes se justifie soit par la perception de recettes non inscrites budgétairement (résidences autonomie) ou par de bons résultats d'activité (Prestataires).

Les secours et aides versés par le CCAS aux personnes démunies enregistrent une légère baisse de -6.5K€, après un bond de +33 K€ en 2022. Ceci s'explique notamment par la baisse de l'aide versée aux résidents de la Résidence Rose des Sables pour le maintien du reste à vivre (-9.8 K€). Cette aide financière versée à d'anciens résidents de la résidence « Hameau des Brouettes » relocalisés à la résidence RDS pour couvrir un loyer plus élevé, est amenée à disparaître au rythme des départs des résidents concernés par ce dispositif.

La participation au Fonds d'Aide aux Jeunes de la Métropole n'est pas versée par le CCAS mais par la Ville directement à compter de 2023, soit une diminution de -25,7 K€ sur le budget CCAS. A part le solde de la subvention à l'association Garantie Logement, aucune aide n'est versée à des associations en 2023, soit -12,6 K€.

L'effet comptable induit par le paramétrage du logiciel Sonate (cf. page 5) s'est arrêté dans le courant de l'exercice 2023 et occasionne une diminution de la réalisation au présent chapitre d'environ -30 K€.

Chapitre 66 – Charges financières

Regroupant les intérêts des emprunts et divers frais bancaires, le montant réalisé en 2023 est de 20 238,52 € pour l'ensemble des charges financières.

L'augmentation de 43,35 % de ces charges par rapport à 2022 (soit +6 120,42 €) est liée à la remontée du taux d'intérêt du livret A.

Chapitre 67 – Charges exceptionnelles

Ces charges, ponctuelles par définition, s'élèvent à 15 677,37 € au titre de l'exercice 2023 contre 298,94 €.

Leur augmentation s'explique en 2023 par la dissolution du budget MAIA Rouen-Rouvray, l'incorporation de son résultat définitif au budget principal du CCAS, puis son reversement au nouveau gestionnaire, le GCSMS « DAC YREN » pour un montant de 15 298,17 €.

3- Analyse de la section d'investissement

INVESTISSEMENT	Total voté 2022	CA 2022	Total voté 2022	CA 2023	taux d'exécution*	% évolution 2022/2023
total recettes réelles	396 346.35	12 366.87	184 253.02	9 200.63	4.99%	-25.60%
total recettes d'ordre	154 897.00	228 135.27	161 104.00	158 748.99	98.54%	-30.41%
TOTAL RECETTES INV	551 243.35	240 502.14	345 357.02	167 949.62	98,98%*	-30.17%
total dépenses réelles	539 919.35	344 704.47	327 733.02	244 966.31	74.75%	-28.93%
total dépenses d'ordre	11 324.00	11 324.00	17 624.00	5 662.00	32.13%	-50.00%
TOTAL DEPENSES INV	551 243.35	356 028.47	345 357.02	250 628.31	72.57%	-29.60%

**hors résultat d'investissement reporté*

3.1 – Les recettes d'investissement

167 949,62 € de recettes d'investissement ont été titrées en 2023, en baisse de 72 552,52 € (soit 30,17 %) par rapport au montant exécuté en 2022 (pour mémoire 240 502,14 €).

Les recettes réelles d'investissement s'établissent à 9 200,63 €, en diminution de 3 166,24 € soit -25,6 % par rapport à 2022.

Les recettes d'ordre d'investissement sont également en diminution entre les deux exercices (-69 386,28 € soit -30,41 %).

Le tableau ci-dessous reprend pour les exercices 2022 et 2023 l'ensemble des chapitres budgétaires votés et exécutés en recettes d'investissement :

Chapitre budgétaire	Total Voté 2022	CA 2022	Total voté 2023	CA 2023	Taux d'exécution*	Evol.% 2022/2023
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	291 204.35		175 678.02	Chapitre sans réalisation budgétaire		
024 - Produits des cessions d'immobilisations	72 500.00		0.00	Chapitre sans réalisation budgétaire		
10 - Dotations, fonds divers et réserves	23 642.00	7 272.87	7 200.00	8 960.63	124.45%	23.21%
16 - Emprunts et dettes assimilées	9 000.00	5 094.00	1 375.00	240.00	17.45%	-95.29%
TOTAL RECETTES RELLES	396 346.35	12 366.87	184 253.02	9 200.63	107.30%	-25.60%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	154 897.00	228 135.27	161 104.00	158 748.99	98.54%	-30.41%
TOTAL RECETTES D'ORDRE	154 897.00	228 135.27	161 104.00	158 748.99	98.54%	-30.41%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	551 243.35	240 502.14	345 357.02	167 949.62	98.98%	-30.17%

Hors prévision relative au solde d'exécution de la section d'investissement reporté, le taux de réalisation des recettes d'investissement s'établit en 2023 à 107,30 %. Le montant des recettes réelles est de 9 200,63 € en évolution de -25,60 %.

Chapitre 001 – Résultat d'investissement reporté

Comme en fonctionnement, le résultat d'investissement reporté est uniquement une inscription budgétaire sans exécution rattachée.

Il était de 175 678,02 € en 2023, en baisse de -39,7 % par rapport à 2022.

Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves

Le mécanisme du FCTVA permet la compensation (à un taux forfaitaire) par l'Etat aux collectivités locales, de la TVA acquittée sur leurs investissements.

Les dépenses d'investissement prises en compte pour le calcul de cette compensation sont les dépenses d'équipement (acquisitions et travaux, hors achat de terrains) effectuées au cours de l'année N-2.

Le montant de cette recette est donc directement lié au volume d'investissement réalisé lors de l'année N-2. Le montant de FCTVA perçu par le CCAS en 2023 au titre des investissements réalisés en 2021 s'élève à 8,9 K€, en hausse de 1,7 K€ par rapport à 2022 soit +23,2%.

Chapitre 13 – Subventions d'investissement

Aucune subvention d'investissement n'a été perçue en 2023.

Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées

Ce chapitre enregistre les cautions versées par les usagers de la Téléalarme à l'entrée dans le dispositif. Le montant réalisé en 2023 est de 0,2 K€, en baisse de -95,29 % par rapport à 2022, en raison de la fermeture du service à la fin du 1^{er} trimestre 2023.

Chapitre 040 – Recettes d'ordre

Les amortissements des immobilisations s'élèvent en 2023 à 158 748,99 € contre 154 731,03 € en 2022, soit une progression de +2,6%.

Pour mémoire, la cession de la parcelle située côte Ste Catherine avait donné lieu à une recette d'ordre de 72,5 K€, d'où l'évolution de -30,41% présentée dans le tableau ci-dessus.

3.2 – Les dépenses d'investissement

Un montant de 250 628,31 € de dépenses d'investissement a été mandaté en 2023, en diminution de -29,6 % (soit -105 400,16 €) par rapport à 2022 (pour mémoire : 356 028,47 €).

Les dépenses réelles d'investissement s'établissent à 244 966,31 €, en évolution de -99 738,16 €, soit -28,93 % par rapport à 2022.

Les dépenses d'ordre d'investissement diminuent de -50% entre les deux exercices en raison de l'amortissement total d'une subvention d'investissement perçue sur un exercice antérieur.

Le tableau ci-dessous reprend pour les exercices 2022 et 2023 l'ensemble des chapitres budgétaires votés et exécutés en dépenses d'investissement :

Chapitre budgétaire	Total Voté 2022	CA 2022	Total voté 2023	CA 2023	Taux d'exécution	Evol.% 2022/2023
16 - Emprunts et dettes assimilées	90 861.00	87 943.99	105 587.00	104 585.50	99.05%	18.92%
20 - Immobilisations incorporelles	226 650.00	180 094.68	42 000.00	30 452.40	72.51%	-83.09%
21 - Immobilisations corporelles	222 408.35	76 665.80	180 146.02	109 928.41	61.02%	43.39%
TOTAL DEPENSES RELLES	539 919.35	344 704.47	327 733.02	244 966.31	74.75%	-28.93%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 324.00	11 324.00	17 624.00	5 662.00	32.13%	-50.00%
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	11 324.00	11 324.00	17 624.00	5 662.00	32.13%	-50.00%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	551 243.35	356 028.47	345 357.02	250 628.31	72.57%	-29.60%

Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées

Ce chapitre comprend les remboursements de l'emprunt pour la partie « capital » et le remboursement des cautions versées par les usagers de la Téléalarme.

La réalisation s'établit à 104 585,50 €, en hausse de +18,92% (soit +16 641,51 €) par rapport à 2022.

L'augmentation enregistrée s'explique par :

- Le remboursement des cautions de Téléalarme de tous les bénéficiaires du dispositif à la fermeture du service pour un montant global de 22,7 K€.
- L'augmentation des remboursements en capital des deux emprunts souscrits pour des travaux à la Maison des Aînés et au siège du CCAS pour 1,7 K€ en 2023. L'annuité se fixe à 83,6 K€ pour cet exercice.

Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles

Ce chapitre est en baisse de 149 642,28 €, soit -83,09 % par rapport à l'année 2022. Son exécution s'élève à 30 452,40€ pour 2023.

Cette évolution significative s'explique par l'acquisition au cours de l'année 2022 du logiciel « Astre RH » et des travaux de transfert de données provenant de l'ancien SiRH (Système d'Information de gestion des Ressources Humaines). 80,9 K€ ont été refacturés par la Ville pour ce projet en 2022 et 20 K€ supplémentaire en 2023.

Le reste de l'exécution 2023 correspond à l'acquisition de licences Microsoft pour les postes de travail des agents du CCAS.

Chapitre 21 – Immobilisations corporelles

En augmentation de 43,39 % (soit +33 262,61 €) par rapport à 2022, 109 928,41 € ont été consacrés à la réalisation de travaux et à l'acquisition d'équipements en 2023.

En effet, au cours de l'année 2023, Le CCAS a :

- Réalisé des travaux pour 69 K€ :
 - Remplacement des fenêtres de la Chaloupe pour 55,5K€,
 - Divers travaux de sécurité et de maintenance des bâtiments pour 13,5 K€,
- Acquis du matériel de bureau et du matériel informatique pour 16,2 K€,
- Acquis des mobiliers pour 24,6 K€ :
 - Dont achat de divers mobiliers pour remplacer ceux dégradés lors des violences urbaines de 2023 pour 21,1 K€.

4- Evolution des ratios de gestion

Epargnes nette et brute

L'épargne brute correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles – dépenses réelles). Ce ratio correspond à la ressource dont dispose la collectivité pour financer ses investissements et rembourser ses emprunts :

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Recettes Réelles de Fonctionnement (RRF)	6 220 514.86	6 082 362.91	6 169 140.09	6 403 465.98
Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF)	6 208 513.59	5 875 394.20	6 397 815.93	6 407 811.57
Epargne brute (RRF - DRF)	12 001.27	206 968.71	-228 675.84	-4 345.59
Remboursement du capital de la dette	119 438.34	90 484.84	81 859.88	83 585.62
Epargne nette (EB - K de la dette)	-107 437.07	116 483.87	-310 535.72	-87 931.21

L'épargne brute du CCAS s'établit au terme de l'exercice 2023 à un niveau négatif de l'ordre de -4 345,59 €, en évolution de +224 329.65 € par rapport au niveau atteint fin 2022.

L'augmentation des recettes de fonctionnement (+3,7%) et la maîtrise des dépenses de fonctionnement (-0,90%) permet de quasiment revenir à l'équilibre. Le CCAS ne peut toutefois dégager un excédent de fonctionnement en vue de financer le remboursement de ses emprunts et sa section d'investissement.

L'épargne nette se détermine à partir de l'épargne brute diminuée des remboursements de dette opérés au cours de l'exercice.

L'épargne nette, fortement dégradée lors de l'exercice 2022, s'établit à -87 931,21 €. Le CCAS a dû puiser dans ses ressources propres afin de financer le remboursement de ses emprunts.